

Faux massacres mais véritable ingérence

Médiamentonges par la France et la Belgique contre le nouveau Rwanda

La version du "bain de sang barbare" à Kibeho, qui aurait été organisé consciemment par le gouvernement rwandais, est un "médiamentonge". Quelle "solution politique" la France et la Belgique recherchent-elles en propageant ce genre de mensonges ? Probablement prélude-t-il à une ingérence militaire de leur part dans la région.

Frank Sonck, à Kigali

Kigali, 28 avril. Il faut d'abord constater la rapidité avec laquelle l'impérialisme a condamné l'armée rwandaise et le gouvernement de Kigali. Pour la "communauté internationale", il était établi d'emblée que l'armée avait massacré d'une manière arbitraire et sans la moindre raison des milliers de citoyens innocents. Dès le lendemain des événements, le ministre belge des Affaires étrangères, Derycke, a exprimé son horreur. Les partenaires européens envisagent ouvertement d'interrompre toute aide au Rwanda. Les gouvernements belge et néerlandais ont déjà bloqué la majeure partie de leur aide. Il semble donc bien qu'on veuille coûte que coûte "punir les coupables", sans avoir vérifié au préalable dans quelle mesure les informations diffusées correspondent à la réalité.

Le lundi 24 avril, le président Bizimungu déclarait lors d'une conférence de presse : « Nous sommes indignés devant cette dramatisation des événements : on cite jusqu'à 8.000 morts, sans aucun fondement. J'étais sur place hier. En compagnie de plusieurs personnes qui étaient intervenues sur les lieux, j'ai dénombré 203 cadavres. Il s'agissait surtout de personnes massacrées à la machette ou piétinées pendant la fuite. On peut estimer le nombre des personnes tuées entre 200 et 300. Je défie tous ceux qui osent encore parler de milliers de morts, de venir avec nous sur le terrain et d'exhumer les cadavres, si pénible que soit l'opération ».

L'ONU semble protéger les bandes armées d'Interahamwe comme des réfugiés

Lors de sa visite, le président a défié le commandant local de la MINUAR d'apporter la preuve de ses affirmations selon lesquelles il y avait eu 1.500 morts. Ce dernier en a été incapable.



Les événements dramatiques à Kibeho : les faits et les chiffres sont falsifiés dans le but d'isoler le gouvernement rwandais sur le plan international.

Pendant la conférence de presse à Kibeho, le 27 avril, le président Bizimungu et le représentant des Nations unies, Khan, étaient présents. Les bulldozers de la MINUAR avaient déterré 338 cadavres. La plupart des corps portaient des blessures provoquées par des coups de machette, d'autres avaient été piétinés. Le président a conclu : « Même s'il s'agissait de 100 morts, l'événement aurait été grave et dramatique. Mais exagérer les chiffres et parler de milliers de victimes, c'est dramatiser la situation et camoufler le problème essentiel : la présence dans le camp d'Interahamwe armés ». Lors de cette même conférence de presse, une information a été passée sous silence par la presse occidentale : trois réfugiés ont été abattus par balles par des soldats de la Minuar. Les soldats de l'armée rwandaise n'ont donc pas été les seuls à tirer pour se défendre. Les troupes de la Minuar ont été obligées elles aussi de se servir de leurs armes.

A Kibeho même, un groupe armé, presque exclusivement des hommes, s'était réfugié pendant les événements dans un bâtiment qui avait servi avant d'hôpital. Le représentant de l'ONU, Khan, avait déclaré le mardi 25 avril qu'il ne s'agissait "probablement" pas de "citoyens innocents" : « 500 personnes étaient présentes dans ce petit bâtiment. Hier 300 ont quitté les lieux. Il en reste donc encore 200. Ils sont probablement armés. (...) Heureusement, nous avons constaté que l'armée rwandaise a retiré ses armes lourdes de cet endroit. Le bâtiment est toujours encerclé, mais nous espérons qu'à travers le dialogue, on pourra arriver à une solution pour ces 200 personnes qui sont probablement armées ».

Comme les Français qui, lors de "l'opération Turquoise" il y a un

an, avaient voulu former un bouclier pour protéger l'armée fasciste contre le FPR, les Nations unies semblent aujourd'hui surtout vouloir empêcher l'armée rwandaise "d'aller trop loin". Un bande d'Interahamwe qui attaquent l'armée rwandaise sont protégés comme s'ils étaient des "réfugiés". Mais comment peut-on être en même temps réfugié et armé ?

Les assassins de l'ancien régime préparent une révolte dans le pays

Il y a quelques jours, la chaîne CNN, présente ici à Kigali, a présenté des images sur des Interahamwe qui s'entraînent à proximité d'un camp de réfugiés au Zaïre. Le reportage montrait d'abord le général Bizimungu (aucun rapport avec le président du même nom), le général meurtrier de l'ancienne armée rwandaise, déclarant qu'il n'y avait plus d'activités militaires dans les camps. Ensuite, on montrait des images prises pendant la nuit, mais ouvertement, sans caméra cachée. Le journaliste de la CNN était simplement entré dans la forêt et avait parcouru quelques kilomètres pour trouver des membres de la milice à l'entraînement. Ceux-ci avaient donné sans complexe une démonstration de leur art de guerre devant la caméra. La chaîne ITV a, elle aussi, diffusé un reportage expliquant concrètement comment s'effectuent les livraisons d'armes aux meurtriers à Goma (Zaïre). Un vol transportant des armes serait parti de Tirana et Israël était cité comme le fournisseur. Le reportage prouve que des partisans du régime assassin ont l'intention de provoquer une révolte au Rwanda. A cet effet, ils

ont entre autres envoyé des gens au Rwanda pour préparer le terrain. Ils agissent sous le couvert d'une ONG. Récemment, deux femmes blanches ont été arrêtées. Elles affirmaient travailler pour l'ONG irlandaise "Goal" et elles se rendaient dans le sud du pays. Dans leurs bagages, elles avaient une lettre de Sindibukwabo, le président meurtrier du régime intérimaire, qui réside actuellement à Nairobi. La lettre était destinée aux dirigeants fascistes dans les camps et donnait des instructions précises en vue d'empêcher le retour des réfugiés.

France et Belgique recherchent une solution permettant de s'ingérer

Kibeho était une première provocation manifeste. Elle ne sera probablement pas la dernière. Les provocations ont pour but de remettre en question l'aide, déjà lente et hésitante, accordée par la "communauté internationale". D'autre part, ce genre d'événements sert également de justificatif à une intervention dans la région. Durant ces dernières semaines, le président du parti social-chrétien européen, Wilfried Martens, ainsi qu'Alain Juppé et Bernard Kouchner, ont plaidé à plusieurs reprises pour des interventions et pour la création de zones de sécurité, "en cas d'escalade de la violence au Rwanda et au Burundi". Le vendredi 6 avril, le président rwandais, le pasteur Bizimungu, a critiqué à juste titre la presse internationale qui persiste dans son discours ethnique. Systématiquement, on parle de "soldats tutsi" qui ont fait ceci ou cela, ou de représentants de la "majorité hutu" qui ont dit ceci ou cela. Les journaux patronaux belges L'Echo et le Financieel Economische Tijd

ont confirmé : « Les observateurs sont peu nombreux à avoir jamais cru à la réconciliation entre Hutu et Tutsi ». Ils sont unanimes pour tirer la conclusion suivante des événements de Kibeho : « Beaucoup constatent entre-temps que leur analyse se confirme, selon laquelle les problèmes au Rwanda et au Burundi ne peuvent se résoudre que par la création d'un "hutuland" et d'un "tutsiland" (1) Une telle "solution politique" signifie ni plus ni moins l'installation d'une guerre permanente, comme en Yougoslavie, où les grandes puissances débattent leurs conflits interimpérialistes, par pions locaux interposés. Le principal obstacle à une telle "balkanisation" de l'Afrique centrale est le gouvernement antifasciste de Kigali. Celui-ci défend et maintient l'unité nationale et la souveraineté du Rwanda et combat le racisme ethnique. C'est ce qui explique la haine rageuse, ainsi que la campagne de mensonges dont nous avons reçu un avant-goût durant ces dernières semaines. C'est ce qui explique également la politique totalement inacceptable de l'impunité et de soutien camouflé à l'ancien régime meurtrier, ainsi que la politique d'isolement à l'égard de Kigali appliquée par des pays comme la France et la Belgique.

A nous de soutenir par tous les moyens possibles et de toutes nos forces le nouveau Rwanda qui se reconstruit sur une base antifasciste et anti-impérialiste. D'abord en démasquant à présent les mensonges sur les événements de Kibeho. Par ailleurs, il faut plus encore qu'auparavant étendre et renforcer la campagne Mille Collines et appeler tout le monde à y participer.

(1) Financieel Economische Tijd, 25 avril 1995.

AGENDA

Ninove

Du 5 au 13 mai

Exposition d'art et de photos de correspondants de guerre, à l'occasion du 50ème anniversaire de la victoire sur le nazisme.

Organisation : Front de l'indépendance. Inauguration : 5 mai, 19h. Infos : Beukendreef 15, 9401 Pollare-Ninove.

Lieu de l'expo : "De Pombloom", Marché aux Grains, Ninove.

Bruxelles

6 mai, dès 19h

Pour la fête des mères : soirée interculturelle avec dîner, danses, chants...

Organisation : Association des Femmes Rwandaises de Belgique. Prix : 500 fr. (repas compris).

Lieu : Centre de Conférence Flamand Européen, rue du Marquis, 1 - 100 Bxl. Infos : 02/376.26.71.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513 79 41

Mer 3 mai, à 19 h

Entrée libre

Ouverture de l'EXPOSITION

J'avais 20 ans en 1945... et j'étais soldat soviétique ou partisan



En présence de
Michel VANDENBORGH,
vice président du Front de l'Indépendance.

L'exposition est ouverte jusqu'au 28 juin
Ouvert de 12 à 18 h, du mardi au samedi.
Réalisée avec du matériel, aimablement mis à
disposition par le FRONT DE L'INDÉPENDANCE
ET L'ARMÉE BELGE DES PARTISANS.

Jeu 4 mai, à 20 h • En anglais & franç. 90 F
En collaboration avec la LAI

Dr. Adel Ibrahim SAMARA à propos de la PALESTINE

Sam 6 mai, à 14 & 16 et à 20 & 22 h
90 F par film / 150 F pour les 2 films

Films antifascistes

A 14 et à 20 h: **Alexandre Nevski**
de S.M. EISENSTEIN, 1938, 110 min.
Musique de Sergueï PROKOFIEV.
A 16 et à 22 h: **Les enfants du numéro 67**
de Usch BARTHELMESS, Allemagne, 1967,
103 min.

Sam 6 mai, à 18 h Entrée libre

Apéritif Poétique

Cyril GLADINEZ, Al-MODHJI TOAMA,
Jacqueline DELRYHOVE, Mark MEEKERS.
Musique: Michel JANSEN & Xavier THYMUS
(guitare).

Lun 8 mai, à 20 h • En français 60 F
SOIRÉE DE DISCUSSION

Le nationalisme, un des principaux leviers du fascisme

Mar 9 mai, à 20 h • En néerland. 90 F
En collaboration avec OBJECTIF 479.917
DÉBAT

Droits égaux, nationalité et intégration

Johan LEMAN,
président du CENTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA
LUTTE CONTRE LE RACISME ET
Danny GODERIS,
COMMISSION ANTIRACISME PTB

France : à la recherche d'une alternative

Un électeur sur trois a rejeté les partis traditionnels

Premier tour des présidentielles françaises marqué par un rejet des partis traditionnels. D'où avancée du Parti Communiste de Robert Hue (8,6%) et du Parti trotskiste d'Arlette Laguiller (5,3%), mais aussi près de 20% pour l'extrême droite (15% au FN de Le Pen 4,7% à de Villiers).

Catherine Dijon

Robert Hue est, avec Arlette Laguiller, le candidat qui enregistre la plus forte hausse de son pourcentage. Ce qui est certainement l'expression de la recherche d'une alternative aux partis bourgeois, responsables de l'augmentation du chômage et de la paupérisation d'une grande partie des habitants. Les chômeurs sont aujourd'hui 3,3 millions (contre 1,9 millions en 1981) et les bénéficiaires du RMI (équivalent du CPAS) plus d'un million.(1)

Mais «le score élevé de l'extrême droite est devenu, en dix ans, une particularité de la France en Europe», souligne Le Monde.(2) En effet, depuis son score de 11% aux élections européennes de 1984, le Front National n'a cessé son ascension. A la requête de Le Pen, Mitterrand était personnellement intervenu auprès des médias pour qu'ils donnent la parole aux fascistes. «Il convient dans un souci d'équité de ne pas oublier le Front National», leurs écrivait-il, en 1982, un an après son accession à la présidence. «L'ascension médiatique de Jean-Marie Le Pen a précédé son expansion électorale», expliquent les auteurs de «La main droite de Dieu» (3). C'est l'intervention de Mitterrand qui a fait sortir les fascistes de l'ombre. «Mitterrand est assez tacticien pour savoir qu'il faut diviser l'adversaire», déclare Paul Quilès, son directeur de campagne de 1981.(4)

Dans 81 villes de plus de 20.000 habitants, le vote Le Pen dépasse les 20%. L'Alsace est particulièrement touchée par le vote fasciste. Les campagnes racistes de plusieurs élus RPR (droite) témoignent aussi de la banalisation du discours fasciste dans les partis bourgeois. Le soir des élections du 24 avril,



Hitler disait : "500.000 chômeurs, 400.000 juifs, la solution est simple..." Le Pen reprend le même slogan et entame les mêmes méthodes. Des militants Front National ont assassiné un jeune Marocain en le jetant dans la Seine. Deuxième meurtre de la campagne électorale.

Le Pen a désigné sa cible : «Nous serons là pour empêcher les dérives de gauche amorcées par le programme de Chirac et que laisse craindre le troisième tour social annoncé par les syndicats.» (5) Les ouvriers en lutte contre les privatisations, contre les pertes d'emploi sont directement visés par le dirigeant fasciste.

Virage à droite pour récupérer les voix des fascistes

Jospin, PS (23,3%) et Chirac, RPR (20,8%) s'affronteront au deuxième tour. Pour récupérer les voix des électeurs de Le Pen, Chirac a laissé de côté son discours «social» d'avant le premier tour, pour aborder les thèmes de l'insécurité et de l'immigration. Il s'est félicité des lois Pasqua et a condamné «la confiscation du maintien de l'ordre par des groupes ethniques ou religieux».(6) Pasqua, le ministre de l'Intérieur, auteur de lois répressives et racistes tente, depuis 1988, de convaincre Chirac de sceller une alliance avec le leader fasciste. Au lendemain du premier tour, Pasqua a suggéré à Chirac de se prononcer pour «l'extension du référendum et l'introduction d'une dose de proportionnelle», deux des trois conditions avancées par Le Pen, pour soutenir un candidat au second tour. Il a regretté que les candidats aient «oublié de parler de la place de la France dans le monde, de l'identité personnelle et culturelle, des problèmes de sécurité et d'immigration». «Le Pen est le seul à

en avoir parlé», a-t-il ajouté. (1) Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères, estime que l'électorat du FN a «des préoccupations légitimes», particulièrement en «ce qui a trait à la sécurité... et à la préservation d'une certaine forme d'identité nationale».(7)

Avec ses 15%, Le Pen fait monter les enchères pour le deuxième tour. Car il ne va pas de soi que ses électeurs seront invités à voter pour Chirac, contre le candidat socialiste. Les chemins de l'extrême droite et de la social-démocratie se croisent souvent dans l'histoire de France. En 1965, trois ans après la guerre d'Algérie, une série de personnages d'extrême droite, dont Le Pen, avaient apporté leur soutien à la candidature de Mitterrand. Ils avaient en effet apprécié le témoignage du candidat au procès du général Salan, le dirigeant de l'OAS, l'organisation qui a défendu par la terreur l'Algérie française.(8) Mitterrand saura s'en souvenir à chaque élection, par la conclusion d'accord de report de voix dans certaines villes.

Le parcours de Lionel Jospin montre que de toute façon, on peut s'attendre à une continuité dans la politique d'austérité. C'est lui qui a succédé à Mitterrand à la tête du parti socialiste, en 1981. Fervent partisan de l'Europe et du traité de Maastricht, Jospin mise sur la croissance à venir pour créer des emplois. Le succès des socialistes, c'est d'avoir rétabli la compétitivité des entreprises, déclare Martine Aubry, sa directrice de campagne, fille de

Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne.(9) En d'autres termes, toutes les belles promesses de prospérité dépendent entièrement du bon vouloir du patronat, qui n'a cessé de s'enrichir durant les 14 ans de règne de Mitterrand. Les 20% des Français les plus riches accaparent 44% du revenu national et détiennent plus de 68% du patrimoine national.(10)

Le Parti Communiste s'est déjà prononcé pour un vote Jospin. C'est au nom de cette lutte contre «la droite» que le PCF avait appelé à voter Mitterrand, puis était rentré dans son gouvernement en 1981, semant de grandes illusions parmi les travailleurs. Dans une résolution de quatre pages, le PCF ne consacre que quelques lignes au vote Le Pen qu'il juge «inquiétant».

La tâche des véritables communistes français sera de construire un nouveau parti, qui pourra diriger ce ras-le-bol des ouvriers, des chômeurs et de tous les exploités dans une lutte radicale, à la fois contre le fascisme et le capitalisme.

1. Libération, 20 mars 1995. 2. Le Monde, 26 avril 1995. 3. Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Perez, La main droite de Dieu, enquête sur Mitterrand et l'extrême droite, Seuil, Paris, 1994, p.26. 4. Emmanuel Faux, Ibidem, p. 27. 5. Le Monde, 25 avril 1995. 6. Libération, 26 avril 1995. 7. L'Humanité, 25 avril 1995. 8. La main droite de Dieu, Ibidem, p.34-36. 9. Le Monde, 4 avril 1995. 10. Le Monde Diplomatique, avril 1995.